



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi de règlement du budget
et d'approbation des comptes pour 2023

PROGRAMME 624
Pilotage et ressources humaines



PROGRAMME 624
Pilotage et ressources humaines

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Anne DUCLOS-GRISIER

Directrice de l'information légale et administrative

Responsable du programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines

Le programme 624 « Pilotage et ressources humaines » intègre la totalité des dépenses de personnel de la DILA ainsi que celles de la Société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels (SACIJO). Il comprend en outre le financement des caisses de retraite complémentaire et des plans de départ volontaire des agents de statut privé de la DILA et des personnels de la SACIJO. Ce programme porte enfin sur l'ensemble des dépenses liées au pilotage, à la communication, à l'immobilier, aux moyens logistiques et humains transverses de la DILA.

Les dépenses du programme se chiffrent en 2023 à 99,5 M€ en CP pour une prévision en LFI de 105,7 M€. La ressource disponible s'établit à 104,8 M€ compte tenu de l'annulation, en loi de finances de fin de gestion (LFG), de 1,9 M€ de crédits sur l'action 4 du programme 624 afin de prendre en compte, sur les dépenses en faveur de la SACIJO, la baisse liée à la réduction des effectifs.

Les dépenses de personnel s'élèvent à 63,5 M€ pour une ressource de 65,3 M€. Elles augmentent de 1,6 M€ par rapport à 2022 sous les effets conjugués des hausses de rémunération (augmentation de 1,5 % du point d'indice des agents de droit public au 1^{er} juillet et revalorisation conventionnelle de 2 % des salariés de droit privé au 1^{er} janvier) et de l'augmentation des dépenses hors du périmètre du plafond d'emplois.

Les dépenses relatives à la SACIJO s'établissent à 27 M€ pour une prévision en LFI de 30,8 M€. Elles sont constituées pour l'essentiel de la rémunération des salariés de la société (moins de 140 salariés permanents) et du financement des caisses de retraite complémentaire. Les dépenses diminuent en raison de la baisse des effectifs liée au plan 3M, « mutualisation, mutation et modernisation de la SACIJO ».

La participation de la DILA aux caisses de retraite complémentaire concerne les agents de droit privé de la DILA et les personnels de la SACIJO. Elle augmente par rapport à 2022 et se chiffre à 27 M€. La part imputée sur le titre 3, qui concerne les effectifs de la SACIJO, reste stable à 9,8 M€. En revanche, la part financée en titre 2, pour les personnels DILA, progresse pour s'établir à 13,6 M€ contre 13,2 M€ en 2022.

La DILA poursuit ses actions en faveur de l'apprentissage et s'inscrit pleinement dans le cadre des engagements de l'État employeur exemplaire. En 2023, 27 apprentis ont été accueillis dans des métiers diversifiés tels que le numérique, la communication, le management, l'impression et la gestion pour un coût total de près de 0,3 M€.

Les dépenses dédiées aux fonctions supports atteignent 9 M€ en 2023 pour une prévision de 9,6 M€ en LFI. Inscrits au plan stratégique, les objectifs de rationalisation des moyens visent à garantir une maîtrise des dépenses de fonctionnement courant. En 2023, la hausse des prix de l'énergie, qui explique en partie l'augmentation des dépenses de fonctionnement par rapport à 2022, a été anticipée et contenue. Les dépenses de fonctionnement s'établissent ainsi à 6,5 M€. Les crédits d'investissements (titre 5) dédiés aux travaux structurants réalisés sur le site de Desaix se chiffrent à 2,5 M€. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du schéma directeur immobilier et visent à la modernisation du site pour rationaliser l'occupation des espaces, assurer la mise aux normes des bâtiments, augmenter les performances énergétiques et améliorer la qualité de vie au travail des agents. D'importantes opérations de restructurations des locaux et d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment ont été lancées en 2023. Elles portent sur les études liées au plan de comptage - qui va permettre de mesurer et d'adapter les consommations d'énergies en fonction des bâtiments et secteurs d'activités - et à la rénovation du 6^e étage du bâtiment des ateliers.

Cette dernière opération constitue un chantier majeur pour les années à venir qui permettra notamment de moderniser les locaux, mettre aux normes les espaces de restauration collective, améliorer l'isolation et augmenter les surfaces de bureaux. Elle conditionne aussi les économies futures en termes de coûts d'occupation en réduisant, à travers le rapatriement des services occupants, le loyer du site de Ségur.

Volet important du plan stratégique, une attention particulière a été portée à la qualité de vie au travail en construisant un plan d'actions couvrant de manière large tous les domaines y concourant, depuis le sens donné au travail de chacun en l'inscrivant dans les orientations stratégiques de la direction jusqu'à l'amélioration de l'environnement de travail, en passant par l'amélioration des pratiques managériales et la promotion de la santé au travail. Un nouveau plan Qualité de vie et conditions de travail (QVCT), actualisant le précédent a ainsi été réalisé en 2023 en tenant compte des résultats du baromètre social 2022.

La DILA poursuit ses actions RH en faveur de l'égalité et la diversité. Le taux d'emploi des personnes en situation de handicap atteint 8 % et environ 10 % chez les apprentis et le taux de respect des critères du guide du recrutement, établi par la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), est proche de 100 %.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Optimiser les fonctions soutien

INDICATEUR 1.1 : Efficience de la gestion immobilière

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Optimiser les fonctions soutien

INDICATEUR

1.1 – Efficience de la gestion immobilière

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Ratio SUN / poste de travail	m ² /poste de travail	13,1	12,24	12,8	11,99	cible atteinte	Sans objet

Commentaires techniques

Source des données : département de la logistique, de l'immobilier et des services.

Mode de calcul : afin de faciliter la comparaison interministérielle, les surfaces industrielles ne sont pas prises en compte pour le calcul du ratio SUN par poste de travail, qui est ici publié pour les seules surfaces de bureaux, avec les effectifs correspondants.

Commentaires : pas de cible 2024 car changement de ratio et donc de méthode de calcul pour l'année 2024.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le résultat de l'indicateur de SUN par poste de travail est de 11,99 m² (12,24 m² en 2022), conforme à la cible définie à 12,8 m². L'amélioration du ratio est due à la poursuite des actions d'optimisation de l'occupation des espaces de travail et à la restitution de 65 m² d'espaces de bureau sur le site « Ségur », aux services du Premier ministre.

Dans le cadre du schéma directeur immobilier et de la poursuite de l'amélioration du cadre de vie et de travail, des travaux de rénovation et des déménagements afin d'installer les équipes de manière plus cohérente et fonctionnelle, ont été réalisés courant 2023.

Présentation des crédits

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i>						
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques		7 392 556 6 197 468	3 287 000 2 924 218	5 004	10 679 556 9 126 689	10 679 556
02 – Promotion et distribution des publications					0 0	0
03 – Dépenses de personnel	65 315 475 63 507 851				65 315 475 63 507 851	65 315 475
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels		30 800 000 27 041 523			30 800 000 27 041 523	30 800 000
Total des AE prévues en LFI	65 315 475	38 192 556	3 287 000	0	106 795 031	106 795 031
Ouvertures / annulations par FdC et AdP						
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP			-1 536 547 (hors titre 2)		-1 536 547	
Total des AE ouvertes	65 315 475		39 943 009 (hors titre 2)		105 258 484	
Total des AE consommées	63 507 851	33 238 990	2 924 218	5 004	99 676 063	

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i>						
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques		7 392 556 6 539 546	2 197 000 2 454 413	5 004	9 589 556 8 998 962	9 589 556
02 – Promotion et distribution des publications					0 0	0
03 – Dépenses de personnel	65 315 475 63 507 851				65 315 475 63 507 851	65 315 475
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels		30 800 000 27 026 523			30 800 000 27 026 523	30 800 000
Total des CP prévus en LFI	65 315 475	38 192 556	2 197 000	0	105 705 031	105 705 031
Ouvertures / annulations par FdC et AdP						
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP			-900 000 (hors titre 2)		-900 000	
Total des CP ouverts	65 315 475		39 489 556 (hors titre 2)		104 805 031	
Total des CP consommés	63 507 851	33 566 068	2 454 413	5 004	99 533 336	

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques		7 211 342 7 463 550	1 300 000 1 777 933	3	-1 260	8 511 342	8 511 342 9 240 226
02 – Promotion et distribution des publications						0	0 0
03 – Dépenses de personnel	62 896 140 61 858 192					62 896 140	62 896 140 61 858 192
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels		32 860 000 28 231 764				32 860 000	32 860 000 28 231 764
Total des AE prévues en LFI	62 896 140	40 071 342	1 300 000	0	0	104 267 482	104 267 482
Total des AE consommées	61 858 192	35 695 314	1 777 933	3	-1 260		99 330 182

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques		6 817 527 6 069 581	1 835 000 1 600 495	3	-1 260	8 652 527	8 652 527 7 668 819
02 – Promotion et distribution des publications						0	0 0
03 – Dépenses de personnel	62 896 140 61 858 192					62 896 140	62 896 140 61 858 192
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels		32 860 000 28 231 764				32 860 000	32 860 000 28 231 764
Total des CP prévus en LFI	62 896 140	39 677 527	1 835 000	0	0	104 408 667	104 408 667
Total des CP consommés	61 858 192	34 301 345	1 600 495	3	-1 260		97 758 775

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2022	Ouvertes en 2023	Consommées* en 2023	Consommés* en 2022	Ouverts en 2023	Consommés* en 2023
Titre 2 – Dépenses de personnel	61 858 192	65 315 475	63 507 851	61 858 192	65 315 475	63 507 851
Rémunérations d'activité	30 469 125	30 173 687	30 953 724	30 469 125	30 173 687	30 953 724

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2022	Ouvertes en 2023	Consommées* en 2023	Consommés* en 2022	Ouverts en 2023	Consommés* en 2023
Cotisations et contributions sociales	26 201 462	14 810 373	27 131 169	26 201 462	14 810 373	27 131 169
Prestations sociales et allocations diverses	5 187 605	20 331 415	5 422 958	5 187 605	20 331 415	5 422 958
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	35 695 314	38 192 556	33 238 990	34 301 345	38 192 556	33 566 068
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	35 695 314	38 192 556	33 238 990	34 299 535	38 192 556	33 566 068
Subventions pour charges de service public	0	0	0	1 810	0	0
Titre 5 – Dépenses d'investissement	1 777 933	3 287 000	2 924 218	1 600 495	2 197 000	2 454 413
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 777 933	3 287 000	2 924 218	1 600 495	2 197 000	2 454 413
Titre 6 – Dépenses d'intervention	3	0	5 004	3	0	5 004
Transferts aux entreprises	3	0	4	3	0	4
Transferts aux autres collectivités	0	0	5 000	0	0	5 000
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	-1 260	0	0	-1 260	0	0
Prêts et avances	-1 260	0	0	-1 260	0	0
Total hors FdC et AdP		106 795 031			105 705 031	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		-1 536 547			-900 000	
Total*	99 330 182	105 258 484	99 676 063	97 758 775	104 805 031	99 533 336

* y.c. FdC et AdP

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
20/01/2023		363 453						
Total		363 453						

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/02/2023				1 000 000				
Total				1 000 000				

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
30/11/2023						1 900 000		1 900 000
Total						1 900 000		1 900 000

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		363 453		1 000 000		1 900 000		1 900 000

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2022 (1)	Réalisation 2022 (2)	LFI + LFR 2023 (3)	Transferts de gestion 2023 (4)	Réalisation 2023 (5)	Écart à LFI + LFR 2023 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
1205 – Catégorie A+	0,00	7,42	8,00	0,00	10,07	+2,07
1206 – Catégorie A	0,00	81,39	89,78	0,00	83,97	-5,81
1207 – Catégorie B	0,00	19,55	16,92	0,00	19,16	+2,24
1208 – Catégorie C	0,00	40,06	47,55	0,00	38,18	-9,37
1209 – Contractuels	0,00	332,67	341,08	0,00	327,34	-13,74
Total	0,00	481,09	503,33	0,00	478,72	-24,61

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2023 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023	dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023
1205 – Catégorie A+	0,00	+1,00	+0,09	+1,56	-0,43	+1,99
1206 – Catégorie A	0,00	+2,00	+0,07	+0,51	-0,05	+0,56
1207 – Catégorie B	0,00	0,00	-0,05	-0,34	+0,55	-0,89
1208 – Catégorie C	0,00	0,00	+0,33	-2,21	-1,67	-0,54
1209 – Contractuels	0,00	+5,50	+0,20	-11,03	-5,00	-6,03
Total	0,00	+8,50	+0,64	-11,51	-6,60	-4,91

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	<i>dont départs en retraite</i>	Mois moyen des sorties	Entrées	<i>dont primo recrutements</i>	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois	
							Réalisation	Prévision PAP
1205 – Catégorie A+	1,00	0,00	12,03	3,00	2,00	4,73	+2,00	0,00
1206 – Catégorie A	8,60	2,60	7,27	8,00	8,00	6,00	-0,60	-3,00
1207 – Catégorie B	2,80	1,00	6,33	2,00	2,00	9,03	-0,80	0,00
1208 – Catégorie C	1,00	1,00	4,50	0,20	0,00	3,00	-0,80	-2,00
1209 – Contractuels	108,50	19,60	7,34	93,90	84,80	7,23	-14,60	-10,00
Total	121,90	24,20		107,10	96,80		-14,80	-15,00

Les flux enregistrés en ETP (121,9 sorties et 107,1 entrées) retracent l'ensemble des mouvements intervenus au cours de l'année, y compris ceux des personnels contractuels de courte durée et saisonniers, qui représentent la majeure partie des mouvements.

Le schéma d'emplois ainsi réalisé s'élève à -14,8 ETP, conforme à la prévision en LFI 2023 de -15 ETP. Le schéma d'emplois réalisé inclut 14 départs en cessation anticipée volontaire d'activité (CAVA).

La consommation du plafond d'emplois s'élève à 478,7 ETPT, soit - 2,4 ETPT par rapport à l'exercice 2022 (481,1 ETPT) ainsi répartis :

- -6,6 ETPT au titre de l'impact de l'extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023 ;
- -4,9 ETPT au titre de l'impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023 ;
- +0,6 ETPT au titre d'une correction technique ;
- +2,5 ETPT au titre de l'extension en année pleine de la mesure de transfert de +7 ETP inscrite en LFI 2022 ;
- +6 ETPT au titre de la mesure de transfert de +6 ETP inscrite en LFI 2023.

Cette consommation n'inclut pas, de même que les années précédentes, les 28 ETPT d'apprentis.

Le taux d'utilisation du plafond d'emplois ouvert en 2023 (503,3 ETPT) est de 95,1 %. L'écart entre le plafond d'emplois et son exécution continue à se réduire, en raison des corrections de plafond réalisées en application de l'article 11 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

Service	Prévision LFI	Réalisation	<i>dont mesures de transfert</i>	<i>dont mesures de périmètre</i>	<i>dont corrections techniques</i>	Impact des schémas d'emplois pour 2023	<i>dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023</i>	<i>dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023</i>
Total	503,33	478,72	+8,50	0,00	+0,64	-11,51	-6,60	-4,91

(en ETP)

Service	Schéma d'emplois Prévision PAP	ETP au 31/12/2023 Réalisation
Administration centrale	-15,00	-14,80
Total	-15,00	-14,80

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
03 – Dépenses de personnel	503,33	478,72
Total	503,33	478,72
Transferts en gestion		0,00

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2022-2023	Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€)	Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€)
28,00	0,38	0,27

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2022	Prévision LFI 2023	Exécution 2023
Rémunération d'activité	30 469 125	30 173 687	30 953 724
Cotisations et contributions sociales	26 201 462	14 810 373	27 131 169
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :	3 551 127	4 000 341	3 792 690
– Civils (y.c. ATI)	3 551 127	4 000 341	3 792 690
– Militaires			
– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)			
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE			
Autres cotisations	22 650 335	10 810 032	23 338 479
Prestations sociales et allocations diverses	5 187 605	20 331 415	5 422 958
Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)	61 858 192	65 315 475	63 507 851
Total titre 2 (hors CAS Pensions)	58 307 065	61 315 134	59 715 161
<i>FdC et AdP prévus en titre 2</i>			

En 2023, le montant total des dépenses sur le titre 2 s'élève à 63,5 M€ pour une ressource disponible de 65,3 M€, soit un taux de consommation de 97,2 %.

La rémunération d'activité se chiffre à 31 M€ pour une prévision en LFI de 30,2 M€.

Le total des cotisations et contributions sociales est de 27,1 M€.

Il comprend la contribution employeur au CAS pensions dont le taux pour 2023 est resté inchangé par rapport à 2022. Le montant des versements, prévu à hauteur de 4 M€ au PAP 2023, s'élève à 3,8 M€, en hausse de 0,2 M€ par rapport à 2022.

Le montant des autres cotisations se chiffre à 22,3 M€ pour une prévision de 10,8 M€. Il comprend les cotisations sur rémunérations des agents de droit public et privé. L'exécution intègre également les versements aux caisses de retraite complémentaires qui se chiffre à 13,7 M€, prévu en prestations sociales et allocations diverses pour le même montant au PAP 2023. Cela explique l'écart constaté entre prévision et exécution sur les lignes autres cotisations et prestations sociales.

Les prestations sociales et allocations diverses recouvrent notamment les versements effectués au titre des plans CAVA, les allocations chômage ou encore les dépenses d'action sociale en titre 2 pour un montant total de 5,4 M€.

Le montant global de la dépense est minoré de 0,8 M€ au titre du rétablissement des indemnités journalières par les caisses de sécurité sociale.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
Socle d'exécution 2022 retraitée	53,71
Exécution 2022 hors CAS Pensions	58,31
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2023/ 2022	0,47
Débasage de dépenses au profil atypique :	-5,08
– GIPA	-0,04
– Indemnisation des jours de CET	-0,07
– Mesures de restructuration	-4,97
– Autres dépenses de masse salariale	
Impact du schéma d'emplois	-0,87
EAP schéma d'emplois 2022	-0,36
Schéma d'emplois 2023	-0,51
Mesures catégorielles	
Mesures générales	0,54
Rebasage de la GIPA	0,06
Variation du point de la fonction publique	0,48
Mesures bas salaires	
GVT solde	0,06
GVT positif	0,13
GVT négatif	-0,06
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA	5,40
Indemnisation des jours de CET	0,07
Mesures de restructurations	5,32
Autres rebasages	
Autres variations des dépenses de personnel	0,87
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	-0,08
Autres variations	0,96
Total	59,72

Le coût du plan de départ CAVA, défini par la convention du 29 août 2016 et de son avenant du 12 décembre 2019 qui prolonge le dispositif aux salariés nés jusqu'au 31 décembre 1968, atteint 5,3 M€ en 2023 pour une prévision de 5,6 M€ en LFI et une exécution de 5 M€ en 2022.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1206 – Catégorie A	66 512	75 212	79 904	57 251	67 199	71 626
1207 – Catégorie B	37 066	51 482	51 090	33 032	46 089	47 010
1208 – Catégorie C	28 939	48 413	43 509	25 167	43 495	38 920
1209 – Contractuels	62 099	89 280	79 408	45 231	66 638	52 093

■ ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration		285 856		285 856
Famille, vacances		44 201		44 201
Mutuelles, associations		159 800		159 800
Prévention / secours		19 820		19 820
Autres		3 624		3 624
Total		513 301		513 301

Les crédits dédiés à l'action sociale hors titre 2 se chiffrent à 472 292 € en AE et 513 301 € en CP pour une prévision de 444 000 € en AE et CP en LFI 2023. Intégralement imputées en fonctionnement, ces charges concernent les postes de dépenses suivants :

Restauration

Cette dépense porte sur la participation aux frais de restauration des agents de la DILA. Estimée à 250 000 € en LFI 2023, elle intègre la participation aux frais de restauration des agents du site de Desaix et les frais d'admission des agents du centre de gouvernement de Ségur (19 agents en 2023). L'exécution 2023 est de 285 856 € en AE et CP. Le détail est le suivant :

- pour Desaix : 266 683 € ;
- pour Ségur : 19 173 €.

Famille, vacances

La DILA finance l'organisation de l'arbre de Noël des enfants des agents de la DILA et diverses prestations (bons de rentrée scolaire, bons de Noël...). En 2023, les dépenses se chiffrent à 40 435 € en AE et 44 201 € en CP pour une prévision LFI inscrite à 82 000 € en AE et en CP.

Associations

La DILA subventionne la commission de gestion des œuvres sociales (CGOS) dont le but est de promouvoir, réaliser et gérer les activités sociales et culturelles destinées aux personnels de droit privé. La consommation 2023 est de 102 900 € en AE et de 139 000 € en CP. La prévision au PAP 2023 était de 116 000 € en AE et en CP.

La subvention prévue au PAP 2023 au bénéfice de l'association sportive de la DILA (ASDILA) afin d'assurer le fonctionnement des différentes sections sportives (gymnastique, yoga, football, tennis de table, courses, randonnée...), prévue pour un montant de 11 000 € en AE et en CP, a été versée à hauteur de 15 000 € en AE et en CP.

Enfin, un paiement au profit de l'association « culture et loisirs » des services du Premier ministre (CLPM) est constaté pour 5 000 € en AE et en CP.

Le total des versements aux associations est de 122 900 € en AE et 159 800 € en CP pour une prévision de 133 000 € en AE et CP en LFI 2023.

Prévention/secours

Prévues à hauteur de 3 000 €, certaines dépenses de santé (visites médicales, soins...) ont été prises en charge pour 19 476 € en AE et 19 820 € en CP.

Autres

La DILA n'a pas contribué au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) au titre de l'année 2023.

Enfin, les frais de gestion dans le cadre la convention signée avec Pôle emploi relative à la délégation de gestion de l'indemnisation chômage des agents de la DILA représentent un montant de 3 624 € en AE et en CP contre une prévision LFI 2023 de 4 000 € en AE et en CP.

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2023	CP 2023
AE ouvertes en 2023 * (E1) 39 943 009	CP ouverts en 2023 * (P1) 39 489 556
AE engagées en 2023 (E2) 36 168 212	CP consommés en 2023 (P2) 36 025 484
AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 117 813	dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 3 179 278
AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 – E2 – E3) 3 656 985	dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 32 846 206

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 5 251 890					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) 0					
Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 5 251 890	–	CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 3 179 278	=	Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 – P3) 2 072 612	
AE engagées en 2023 (E2) 36 168 212	–	CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 32 846 206	=	Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 – P4) 3 322 005	
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 5 394 617	
					Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 3 539 055
					Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 – P5) 1 855 562

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

01 – Pilotage, modernisation et activités numériques

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
01 – Pilotage, modernisation et activités numériques		10 679 556	10 679 556		9 589 556	9 589 556
		9 126 689	9 126 689		8 998 962	8 998 962

La DILA a consommé 9 126 689 € en AE et 8 998 962 € en CP au titre des dépenses de l'action 1 « Pilotage, modernisation et activités numériques » du programme 624 pour une prévision inscrite au PAP 2023 à 10 679 556 € en AE et 9 589 556 € en CP. La DILA s'est efforcée de mettre en œuvre des mesures afin de réduire les dépenses et de limiter les coûts soumis à l'inflation ce qui explique la sous exécution par rapport au montant prévisionnel inscrit en LFI.

Opérations courantes

L'exécution des dépenses de fonctionnement de l'action 1 du programme 624 se chiffre à 6 202 471 € en AE et 6 544 549 € en CP pour une prévision de 7 392 556 € en AE et en CP inscrite au PAP. Elle se répartit en six grands postes de dépenses listés ci-après :

1. Les dépenses de pilotage, gestion de la logistique et de l'immobilier

Les dépenses de pilotage, gestion de la logistique et de l'immobilier ont été exécutées à hauteur de 4 800 515 € en AE et 4 801 203 € en CP contre une prévision de 5 428 056 € en AE et en CP au PAP 2023. Ces dépenses représentent 77 % en AE et 73 % en CP du total des dépenses de l'action 1 :

- les coûts d'occupation d'un montant de 1 595 960 € en AE et 1 584 419 € en CP qui permettent de couvrir les charges associées à l'occupation de locaux au sein du Centre de Gouvernement situés au 20 avenue de Ségur à Paris (1 160 472 €) ainsi que les impôts et taxes (taxe sur les bureaux, taxe de balayage...) des locaux du site du 26 rue Desaix (260 891 €). Elles intègrent également la location de places de parkings auprès de la régie immobilière de la ville de Paris (RIVP) pour 25 968 € en AE et 14 427 € en CP ainsi que le versement des honoraires à l'agence de gestion de l'immobilier de l'État (AGILE) pour 148 629 € dans le cadre de reprise par l'AGILE de la gestion du site multi-occupants de Metz. Ces dépenses ont été initialement chiffrées à 1 657 175 € en AE et en CP, l'écart étant lié à la réduction de la surface occupée par la DILA sur le site de Ségur qui a généré une économie ;
- la consommation d'énergies et fluides à hauteur de 1 428 780 € en AE et 1 375 267 € en CP contre une prévision de 1 379 181 € en AE et en CP au PAP 2023 dont une exécution de :
 - 1 213 028 € en AE et 922 203 € en CP dédiés au paiement de la fourniture d'électricité ;
 - 225 098 € en CP pour le paiement des factures de chauffage des bâtiments des sites Desaix et Metz. La consommation en AE est de -22 172 € en raison du retrait d'engagements juridiques basculés issu de la clôture d'EJ antérieurs à 2023 ;
 - 191 115 € en AE et 179 859 € en CP pour la fourniture d'énergie frigorifique répondant aux besoins de rafraîchissement des bâtiments de la DILA en région parisienne ;
 - 46 809 € en AE et 48 107 € en CP pour couvrir le paiement des factures de fourniture d'eau.

L'engagement de la fourniture d'électricité sur deux années explique l'écart à la prévision en AE. En effet, le caractère pluriannuel de cet engagement n'avait pas pu être anticipé en LFI.

- les frais de gestion du parc immobilier pour 575 762 € en AE et 594 997 € en CP, contre une prévision à 913 900 € en AE et en CP au PAP 2023. Ils portent principalement sur les dépenses de sécurité (gardiennage, vidéosurveillance) et les dépenses de nettoyage des locaux du site de Desaix ;
- les dépenses d'entretien courant dédiées aux travaux légers de maintenance préventive et corrective (peinture, sols...) exécutées à hauteur de 746 179 € en AE et 692 987 € en CP contre une prévision de 755 700 € en AE et en CP au PAP 2023 ;
- les autres dépenses de fonctionnement courant liées notamment à l'achat de fournitures de bureau, de petits matériels, de produits d'entretien, de consommables ou encore de papier ont généré une consommation de 178 132 € en AE et 204 164 € en CP contre une prévision de 224 500 € en AE et en CP au PAP 2023 ;
- les frais postaux qui se chiffrent à 84 522 € en AE et 152 878 € en CP pour une prévision de 218 700 € en AE et CP ;
- les dépenses d'équipement pour l'acquisition de biens mobiliers, d'équipements divers, de matériels de cuisine et du matériel de signalétique pour répondre aux besoins du site de Desaix exécutés à hauteur de 141 033 € en AE et 136 452 € en CP pour une prévision de 183 000 € en AE et CP inscrite au PAP 2023 ;
- les déplacements des personnels exécutés à hauteur de 22 151 € en AE et 22 243 € en CP pour une programmation initiale de 40 000 € en AE et CP au PAP 2023 ;
- les dépenses d'entretien lourd concernant entre autres des travaux lourds de gros entretien et de renouvellement des équipements, des impératifs de mise en état des locaux, et de mise en conformité exécutée à hauteur de -7 483 € en AE et 1 473 € en CP contre une prévision de 26 500 € en AE et CP au PAP 2023. La consommation négative en AE se justifie par les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- le fonctionnement du parc automobile dédié entre autres au paiement de l'entretien et des réparations des véhicules, du carburant, des assurances, de la location des emplacements de stationnement et de frais péages du réseau autoroutier à exécuté à hauteur de 10 627 € en AE et 12 055 € en CP contre une prévision de 19 400 € en AE et en CP au PAP 2023 ;
- les frais de réception (à savoir l'achat de boissons, de produits d'épicerie, frais de traiteur) exécutés à hauteur de 24 852 € en AE et 24 268 € en CP contre une prévision de 10 000 € en AE et en CP au PAP 2023.

2. Les dépenses de pilotage et de gestion des ressources humaines

Les dépenses de pilotage et de gestion des ressources humaines ont été exécutées à hauteur de 1 145 689 € en AE et 1 519 085 € en CP contre une prévision de 1 672 000 € en AE et en CP au PAP 2023.

Elles sont constituées :

- des dépenses de formation et gestion des ressources humaines exécutées à hauteur de 741 111 € en AE et 747 815 € en CP pour une prévision en LFI de 838 000 € en AE et en CP. Ces dépenses principalement sur la mise en œuvre de formations métiers et managériales à destination des agents de la DILA ainsi que sur les versements effectués aux organismes d'apprentissage et les gratifications versées aux stagiaires ;

- des dépenses d'action sociale et santé pour 193 620 € en AE et 227 487 € en CP pour une prévision en LFI de 194 000 € en AE et CP. Elles regroupent la subvention versée à la commission de gestion des œuvres sociales (CGOS) destinée aux salariés de droit privé de la DILA, les subventions versées aux associations, le versement au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, l'organisation de l'arbre de Noël des enfants des agents de la DILA, les bons de rentrée scolaire, les dépenses de santé, les frais de gestion de Pôle emploi et autres prestations ;
- la subvention versée à la Commission de gestion des œuvres sociales (CGOS) destinée aux agents de droit privé de la DILA a été exécutée pour un montant de 102 900 € en AE et 139 800 € en CP contre une prévision de 116 000 € au PAP 2023 ;
- les subventions aux commissions et associations sociales, sportives et culturelles ont été exécutées à hauteur de 22 750 € en AE et 20 000 € en CP pour une prévision de 21 000 € en AE et en CP en LFI. La subvention au bénéfice de l'AS DILA s'est élevée à 15 000 € en AE et en CP, celle de l'association culture et loisirs du Premier ministre (CLPM) s'est élevée à 5 000 € en AE et en CP. 2 750 € en AE ont été imputés sur un mauvais flux et seront prochainement clôturés ;
- les diverses actions sociales comme l'organisation de l'arbre de Noël, les bons cadeaux et actions sociales diverses pour 44 617 € en AE et 44 201 € en CP contre une prévision de 50 000 € au PAP 2023 ;
- la DILA a déployé à disposition des agents une solution, depuis l'ordinateur ou le téléphone, pour la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) et afin d'améliorer la santé au travail. Non prévue au PAP, cette solution a coûté 12 715 € en AE et CP ;
- les dépenses de santé (visites médicales, matériel médical et de produits pharmaceutiques, soins divers...) pour 4 483 € en AE et 4 927 € en CP contre une prévision de 3 000 € au en AE et en CP au PAP 2023 ;
- les prestations autres pour 2 530 € en AE et 2 220 € en CP contre une prévision de 4 000 € en AE et en CP au PAP 2023.
- des prestations de restauration assurées sur les sites de Desaix (MRS) et de Ségur (Élior) qui sont de 210 958 € en AE et 543 783 € en CP pour une programmation initiale de 440 000 € en AE et en CP au PAP 2023. Ces dépenses permettent notamment d'assurer le paiement des prestations fournies par les restaurants interentreprises (RIE) implantés sur le site de Desaix et de Ségur ;
- les dépenses relatives au paiement des prestations fournies par le restaurant inter-entreprise (RIE) implanté sur le site de Desaix attribuées à la société MRS pour un montant de 295 447 € en AE et 512 229 € en CP contre une prévision de 600 000 € en AE et en CP au PAP 2023 ;
- les dépenses relatives au paiement des prestations fournies par le RIE du site de Ségur attribuées au fournisseur ELIOR pour un montant de 26 025 € en AE et 20 490 € en CP contre une prévision de 30 000 € en AE et en CP au PAP 2023 ;
- les dépenses liées à la mise en place de l'audit de la restauration pour un montant de 10 171 € en AE et 10 090 € en CP contre une prévision de 10 000 € en AE et en CP au PAP 2023.

3. Les dépenses pour les actions de communication

Les dépenses pour les actions de communication ont été exécutées pour 133 880 € en AE et 111 382 € en CP pour une prévision de 135 000 € en AE et CP au PAP 2023. Ces dépenses comprennent en particulier les

prestations liées à l'événementiel, à la communication interne et externe dont les différents salons et les opérations d'achat d'espace publicitaire...) et les prestations liées aux colloques et séminaires :

- les dépenses de communication ont été exécutées à hauteur de 125 921 € en AE et 103 588 € en CP ;
- les dépenses concernant les colloques et séminaires, ont été exécutées à hauteur de 7 959 € en AE et 7 793 € en CP.

4. Les dépenses des activités juridiques et expertises

Les dépenses des activités juridiques et des expertises présentent une exécution à hauteur de 48 607 € en AE et 41 744 € en CP. Elles étaient estimées à 44 000 € en AE et CP au PAP 2023. Ces dépenses ont vocation à couvrir, en tant que de besoin, le paiement d'indemnités, de dommages et intérêts, des honoraires d'experts et de conseillers juridiques ou encore les honoraires des huissiers de justice...

5. Les activités générales et audits

Les activités générales et audit, portent essentiellement sur le recours aux prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) en cas de besoin, la mise en place d'audits et diverses prestations intellectuelles (études notamment). Elles ont été exécutées à hauteur de 33 109 € en AE et 41 065 € en CP contre une prévision de 36 000 € en AE et en CP au PAP 2023.

6. Les autres activités de pilotage

Les autres activités de pilotage sont notamment destinées à couvrir le paiement des factures d'abonnement de lignes ADSL, de lignes fixes analogiques et les dépenses liées à l'utilisation de la carte achat (BNP Paribas), moyen de paiement à autorisation systématique pour des besoins récurrents à faible enjeux, à destination des agents publics, dans la limite des segments d'achat définis en amont. Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 40 671 € en AE et 30 070 € en CP contre une prévision de 86 500 € en AE et en CP au PAP 2023.

Opérations en capital

Les crédits d'investissement inscrits sur le programme 624 portent sur les opérations de restructuration, de transformation et de mise aux normes des bâtiments de la rue Desaix. Ils représentent une dépense de 2 924 218 € en AE et 2 454 413 € en CP contre une prévision de 3 287 000 € en AE et 2 197 000 € en CP au PAP 2023.

Le dynamisme des travaux structurants sur le site de Desaix explique l'exécution supérieure à la LFI en CP. Les travaux structurants s'inscrivent désormais dans le cadre d'un Schéma directeur immobilier pour les années 2022-2025. Ce schéma directeur vise, à travers la rénovation et la restructuration des locaux, à moderniser le complexe immobilier de la rue Desaix dans un objectif de qualité de vie au travail, de respect de l'environnement et réduction des surfaces occupées sur le site de Ségur-Fontenoy. Des études préalables à la rénovation complète du 6^e étage du bâtiment atelier, afin de moderniser l'espace de restauration des agents et de créer des espaces de travail supplémentaires, ont notamment été réalisées en 2023.

Enfin, ces travaux amélioreront la performance énergétique des bâtiments.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	7 392 556	6 197 468	7 392 556	6 539 546
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7 392 556	6 197 468	7 392 556	6 539 546
Titre 5 : Dépenses d'investissement	3 287 000	2 924 218	2 197 000	2 454 413
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	3 287 000	2 924 218	2 197 000	2 454 413
Titre 6 : Dépenses d'intervention		5 004		5 004
Transferts aux entreprises		4		4
Transferts aux autres collectivités		5 000		5 000
Total	10 679 556	9 126 689	9 589 556	8 998 962

ACTION

02 – Promotion et distribution des publications

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
02 – Promotion et distribution des publications			0			0
			0			0

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation

ACTION

03 – Dépenses de personnel

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
03 – Dépenses de personnel	65 315 475		65 315 475	65 315 475		65 315 475
	63 507 851		63 507 851	63 507 851		63 507 851

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	65 315 475	63 507 851	65 315 475	63 507 851
Rémunérations d'activité	30 173 687	30 953 724	30 173 687	30 953 724
Cotisations et contributions sociales	14 810 373	27 131 169	14 810 373	27 131 169
Prestations sociales et allocations diverses	20 331 415	5 422 958	20 331 415	5 422 958
Total	65 315 475	63 507 851	65 315 475	63 507 851

ACTION**04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
04 – Convention Etat - Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels		30 800 000 27 041 523	30 800 000 27 041 523		30 800 000 27 026 523	30 800 000 27 026 523

L'action 4 « Convention État – Société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels » du programme 624 retrace les crédits budgétaires relatifs aux dépenses de sous-traitance de la Société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels (SACIJO), prestataire historique de la DILA concernant le secteur de l'imprimerie. La DILA, unique client et financeur de la SACIJO, assure le paiement des factures qui permettent de couvrir :

- les paies et charges des salariés de la SACIJO ;
- la rémunération complémentaire variable (salaires des personnels administratifs, sursalaire, fonctionnement courant) ;
- le financement des plans de départs anticipés ;
- et les versements dus au titre des caisses de pensions.

Les dépenses de l'action 4 du programme 624, sont budgétées en AE = CP.

En 2023, les crédits exécutés en AE et en CP pour les dépenses de l'action 4 sont de 27 026 523 € pour une prévision initiale de 30 800 000 € au PAP 2023. Cette sous-exécution s'explique principalement par la mise en œuvre des plans de départ qui contribuent à l'attrition progressive de la masse salariale. Les dépenses de cette action se répartissent de la manière suivante :

- Les salaires et charges associés prévus à hauteur de 17 166 432 € en AE et en CP contre une prévision de 20 754 000 € en AE et en CP au PAP 2023. Cette sous-évolution s'explique principalement par la mise en œuvre des plans de départs qui contribuent à l'attrition progressive de la masse salariale ;

- Le financement du précédent plan de sauvegarde d'emplois, régime exceptionnel de cessation anticipée d'activité des personnels de la SACI (« RÉCAPS »), mis en œuvre en 2007 afin d'accompagner les mutations du secteur de l'impression. Ce financement a été de 15 730 € en AE et en CP contre une prévision de 23 000 € en AE et en CP au PAP 2023 ;
- Les dispositifs de retraite (caisse de pension, caisse de cadres et caisse de prévoyance et de décès de la SACI-JO) à hauteur de 9 844 361 € en AE et en CP contre une prévision de 10 023 000 € en AE et en CP au PAP 2023.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	30 800 000	27 041 523	30 800 000	27 026 523
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30 800 000	27 041 523	30 800 000	27 026 523
Total	30 800 000	27 041 523	30 800 000	27 026 523

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
INPI - Institut national de la propriété industrielle (P134)					2 615	2 615
Subventions pour charges de service public					2 615	2 615
Total					2 615	2 615
Total des subventions pour charges de service public					2 615	2 615

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.